

Unité Départementale Aube - Haute-Marne

TROYES, le

Nos réf. : SHM/FM/MI n° 25 - 426

Affaire suivie par : Frédéric MAUFFRÉ
frederic.mauffre@developpement-durable.gouv.fr

Tél. : 03 51 37 61 93

Courriel : ud10-52.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr

**RAPPORT DE L'INSPECTION DES
INSTALLATIONS CLASSÉES**

à Monsieur le Préfet du département de l'Aube

OBJET : SAS PETITJEAN – Commune de SAINT-ANDRE-LES-VERGERS – Étude d'impact des rejets dans le milieu récepteur

P.J. : Projet d'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires.

En 2021, la SAS PETITJEAN a transmis une étude d'impact des rejets aqueux dans le milieu récepteur, « ru de la Fontaine Saint Martin », conformément aux prescriptions de l'arrêté préfectoral n° BECP2018039-0001 daté du 08 février 2018.

Courant juin 2025, l'inspection des installations classées s'est rendue sur site pour échanger avec l'exploitant sur les évolutions potentielles effectuées depuis 2021 et pour mieux appréhender les enjeux liés aux rejets aqueux du site.

Suite à l'étude des documents transmis par l'exploitant et aux constats effectués sur site, l'inspection des installations classées propose un arrêté préfectoral complémentaire visant à encadrer d'une part une étude sur les émissions de poussières constatées sur la toiture du bâtiment de galvanisation et d'autre part un planning d'analyse des différents points de rejets aqueux du site qui ne sont, à ce jour, pas suivis. Un projet d'arrêté préfectoral rédigé en ce sens est joint au présent rapport.

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-45 du code de l'environnement, ce projet d'arrêté préfectoral ne nécessite pas l'avis du CODERST.

Rédacteur	Vérificateur	Approbateur
L'inspecteur de l'environnement p/o Emmanuel THIRY Frédéric MAUFFRE	L'inspecteur de l'environnement Emmanuel THIRY	Le Chef de l'Unité Départementale Aube – Haute-Marne Manuel VERMUSE

1. Présentation du site concerné

La société PETITJEAN implantée à SAINT-ANDRE-LES-VERGERS est spécialisée dans la fabrication de structures métalliques et de parties de structures. Elle exerce également des activités de traitement de surface, notamment de la galvanisation dans des bains de zinc. A ce titre, elle dispose d'un arrêté d'autorisation d'exploiter daté du 08 février 2018 au titre des rubriques ICPE de traitement de surface (2565 et 3230), de galvanisation (2567 et 3260) et d'application de vernis (2940). L'installation fait aussi l'objet d'un arrêté préfectoral complémentaire (PCICP2025157-0001 daté du 06 juin 2025).

2. Objet de l'étude d'impact

Conformément aux prescriptions de l'arrêté préfectoral du 08 février 2008, l'exploitant a fait réaliser une étude d'impact visant à caractériser les impacts des rejets aqueux liés à l'activité de galvanisation dans le milieu récepteur et notamment dans le ru de la Fontaine Saint Martin, écoulement traversant le site et ayant le statut de cours d'eau.

Les rejets visés par l'étude sont ceux liés aux eaux pluviales susceptibles d'être polluées. Ces eaux pluviales sont majoritairement celles issues du ruissellement du bâtiment de galvanisation et des activités associées. L'étude précise que l'activité de galvanisation, qui consiste à tremper des pièces métalliques dans des bains de zinc, génère des rejets et notamment des vapeurs car le bain est chauffé. Les vapeurs sont aspirées et traitées avant rejet à l'atmosphère par un filtre à poussière. L'atelier de galvanisation est équipé de deux cloches mobiles permettant de capter un maximum de rejets. Lors du déplacement des cloches, au droit du bain de galvanisation, certaines poussières ne sont pas captées par le système de filtration. Ces poussières non captées se retrouvent notamment sur le bardage de la toiture de l'atelier de galvanisation. Ces poussières sont alors lessivées lors d'épisodes pluvieux et entraînées vers le milieu naturel.

Les analyses comparées en amont et en aval du site effectuées sur le ru de la Fontaine Saint Martin ne mettent pas en évidence d'augmentation notable des concentrations de polluants dans les eaux hormis sur les paramètres HC et zinc. Les analyses sont toutefois conformes sur ces paramètres.

Les analyses menées sur les sédiments font apparaître que les teneurs en zinc au niveau du point de rejet et en aval sont supérieures aux teneurs constatées en amont du site. L'importance des teneurs en zinc dans les limons et la faible concentration dans les eaux du ru de la Fontaine Saint Martin suggèrent que le zinc « plombe » rapidement et se retrouve dans les limons.

L'étude indique aussi qu'une partie des eaux de pluie collectées sur la toiture du bâtiment galvanisation est directement envoyée sur le sol.

L'étude se conclut sur les recommandations suivantes :

- collecter l'ensemble des eaux de toitures du bâtiment galvanisation et les raccorder sur le point de rejet existant
- organiser des mesures régulières sur le point de rejet afin de caractériser l'ensemble des paramètres (métaux, zinc, HT, AOX, MES, DCO, pH)

3. Visite de l'inspection des installations classées

Afin de faire un point sur les actions menées depuis la transmission de l'étude d'impact, une visite d'inspection a été réalisée le 10 juin 2025. Cette visite a aussi été l'occasion de faire un point avec l'exploitant sur les différents points de rejets aqueux du site.

Lors de la visite, l'exploitant indique que les eaux de toitures du bâtiment galvanisation sont maintenant collectées et dirigées vers le point de rejet situé dans le rû de la Fontaine Saint Martin. L'exploitant indique aussi qu'un suivi des rejets aqueux sur ce point est réalisé conformément aux prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter.

Durant la visite de l'atelier de galvanisation, l'inspection des installations classées peut constater les émissions de vapeur libérées lors du déplacement des cloches de filtration. L'exploitant indique que les déplacements sont liés au process utilisé et qu'il n'est pas prévu de modifier la méthode de travail. L'exploitation indique aussi avoir mis en place un système de « capotage » au dessus du bain de galvanisation mais que le dispositif ne peut être rendu étanche afin de respecter les conditions minimales de ventilation pour prévenir la formation d'atmosphère explosive ou toxique.

Suite à un questionnement de l'inspection des installations classées concernant le suivi des rejets aqueux d'un point de rejet proche d'un autre bâtiment (bâtiment peinture) suite à la constatation de poussières sur le sol, l'exploitant indique qu'il y a pas de suivi systématique des rejets « eaux pluviales » du site. L'inspection des installations rappelle donc à l'exploitant l'obligation de réaliser des analyses sur l'ensemble des points de rejet.

En séance, un point est réalisé sur l'une des remarques indiquée dans l'étude d'impact qui indique qu'une périodicité de curage de rû de la Fontaine Saint Martin doit être définie. L'inspection des installations classées rappelle à l'exploitant que le curage d'un écoulement identifié comme un cours d'eau doit faire l'objet d'une demande d'autorisation au titre de la loi sur l'eau. Cette demande d'autorisation est due à la qualité des sédiments au regard de la rubrique 3.2.1.0 de la nomenclature IOTA (seuil de référence : 300 mg/kg, valeur constatée en 2023 : 1 800 mg/kg en aval du site et 2 200 mg/kg au niveau du point de rejet).

Lors de la visite sur site, un rappel réglementaire sur l'entretien des cours d'eau a été fait à l'exploitant. L'inspection des installations classées rappelle que l'obligation entretien incombe à chaque propriétaire riverain d'un cours d'eau. L'entretien courant consiste à favoriser la libre circulation de l'eau et des sédiments sans toucher au profil en long ou en travers de l'écoulement.

4. Conclusions et suites proposées

Vu les éléments apportés dans l'étude d'impact et des constats effectués sur site, l'inspection des installations classées constate que les rejets aqueux du site au niveau du point de rejet des eaux pluviales collectées sur la toiture du bâtiment galvanisation ont un impact significatif sur le milieu naturel et notamment le rû de la Fontaine Saint Martin.

Les éléments présents dans l'étude d'impacts et confirmés par les analyses d'eau et de sédiments transmises par l'exploitant par courriel du 11 juin 2025 démontrent que le principal impact est constaté au niveau des sédiments de l'écoulement. Si un curage peut être envisagé pour retirer les sédiments pollués, cette mesure ne peut être considérée comme pérenne et l'exploitant doit mettre en œuvre des mesures afin de limiter au maximum le rejet de poussière chargée en zinc.

De plus, aucune analyse n'étant effectuée sur les différents points de rejet « eaux pluviales » du site, et face au constat de sols présentant pas endroit une quantité non négligeable de poussières pouvant contenir des polluant impactant pour le milieu naturel, il convient que l'exploitant mette en place un suivi plus rigoureux de ces rejets aqueux.

Compte tenu de ce qui précède, l'inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet de l'Aube de prescrire la réalisation d'une étude permettant de proposer des solutions pour limiter l'envol de poussières sur la toiture du bâtiment galvanisation, ainsi que la mise en place d'un planning d'analyse pour l'ensemble des rejets aqueux émis par le site par voie d'un arrêté préfectoral complémentaire. Un projet d'arrêté, rédigé en ce sens, est joint au présent rapport.

*